

Le groupe d'étude sur l'agriculture est assez avancé dans la rédaction d'un rapport préliminaire qui servira de document de travail au congrès canadien de l'agriculture que le gouvernement réunira à Ottawa du 24 au 27 mars 1969. Le congrès donnera à tous les groupements agricoles l'occasion de débattre les travaux du groupe d'étude et de s'exprimer sur les problèmes qu'affronte l'industrie agricole et sur l'élaboration d'objectifs nationaux et de programmes de longue portée aptes à y remédier.

Pour faire suite à la décision du gouvernement on a déjà amorcé la création d'un conseil national des grains dont relèveraient tous les aspects de l'industrie céréalière. Je suis convaincu que ce conseil pourrait jouer un rôle de premier plan dans la coordination des programmes, la stimulation des recherches, l'établissement d'une liaison efficace entre l'industrie et le gouvernement et la réalisation de notre potentiel d'exportation.

Ces quelques exemples montrent que le ministère reconnaît l'existence des forces qui modifient sans cesse le visage de l'agriculture canadienne et nous obligent à repenser continuellement politiques et programmes pour répondre aux besoins d'une industrie dynamique.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur le président, j'espérais qu'à son retour à la Chambre et pour profiter de la première occasion qui lui est offerte depuis assez longtemps de faire une déclaration de quelque importance à propos de l'agriculture, le ministre nous exposerait de façon concrète les projets de son ministère pour s'attaquer aux problèmes très graves qui assaillent l'agriculture du Canada. J'espère qu'il m'excusera de ne pouvoir discuter ce sujet cet après-midi avec l'affabilité dont il a usé pour présenter son budget. Je crois nécessaire de parler sans ménagements de certains aspects de l'agriculture.

Aucun Canadien sérieux ne peut s'empêcher d'être inquiet à propos de l'état et des perspectives de l'agriculture, à l'aube d'une année nouvelle. Dans l'Est, on constate un déclin persistant, dont on ne semble pas se rendre compte et qu'on laisse apparemment continuer, du moins si l'on en juge par l'inaction du ministre. La situation empire encore, surtout depuis que le maïs américain bon marché envahi le Canada. On a signalé cela au ministre maintes et maintes fois, et pourtant il a attendu qu'il soit trop tard pour agir. Il a, en fait, lambiné jusqu'à maintenant, alors que les importations de maïs, cette année, ont augmenté de 20 p. 100 au Québec et dans les Maritimes, ce qui représente plus de 40 p. 100 du marché.

[L'hon. M. Olson.]

Dans le secteur agricole, l'atmosphère est plus pessimiste et plus incertaine qu'elle ne l'a été depuis longtemps. Les recettes agricoles ont baissé depuis l'année dernière et l'on s'attend qu'elles remontent légèrement l'année prochaine, presque jusqu'au niveau de 1967. Étant donné les circonstances, peut-on parler de progrès? Les agriculteurs s'inquiètent des marchés et de l'avenir et ils s'abstiennent d'emprunter et d'investir. Cela ressort des rapports des compagnies de matériel agricole. Les ventes de matériel agricole, qui avaient baissé en 1967, ont diminué de 20 p. 100 au cours des six premiers mois de 1968 et l'on ne prévoit aucun relèvement de la courbe.

Tandis que le revenu demeure statique, que font les dépenses? Il est juste de dire que les agriculteurs surtout ont affreusement souffert de l'inflation. L'indice composite des marchandises et des services utilisés par les agriculteurs s'est élevé de 6.4 p. 100 l'année dernière. Selon les renseignements donnés à la conférence fédérale-provinciale sur l'agriculture, la semaine dernière, l'augmentation sera à peu près la même cette année. Cela représente une augmentation des prix de revient pour l'agriculteur. Les prix des machines ont monté de 3.1 p. 100 l'année dernière et une hausse plus importante se produira cette année, lorsque nous aurons les chiffres définitifs. Lorsque les chiffres définitifs pour cette année seront révélés, on constatera que les prix de certains matériaux de construction importants ont augmenté de 7 p. 100. On pourrait aller jusqu'au bout de la liste. L'état se resserre, et pourtant le gouvernement continue à tergiverser.

Au cours de la dernière campagne, les exportations de nos principales espèces de grain ont baissé, sauf en ce qui concerne l'orge. Les exportations de farine et de blé sont tombées à 336 millions de boisseaux, comparativement à 515 millions de boisseaux l'année précédente, ce qui est 31 p. 100 inférieur à la moyenne des cinq années précédentes. On estime que les ventes de blé du Canada par rapport au commerce mondial sont tombées de 29 p. 100 en 1966-1967 à 23 p. 100 en 1967-1968, tandis que celles des États-Unis sont passées de 37 à 39 p. 100.

Qu'a fait le ministre de l'Agriculture à propos de tout cela? Pour autant que je sache, il a simplement blâmé les cultivateurs de n'avoir que des notions rudimentaires sur l'économie et la gestion des entreprises. Voici ce qu'il a dit aux fermiers:

Certains agriculteurs se sont persuadés que leur situation économique était pire qu'elle ne le serait effectivement et le gouvernement se voit en butte à des pressions résultant, jusqu'à un certain point, d'une conception erronée des principes économiques chez les fermiers.